

<https://www.aefinfo.fr/depeche/713012-orientation-aesh-medecine-scolaire-gestion-les-tra...>

✍ Antonin Gouze

🕒 6 min read

## Orientation, AESH, médecine scolaire, gestion : les transferts de compétences aux collectivités proposés par Éric Woerth

"Transférer au département le financement et la gestion des AESH", "renforcer la compétence des régions en matière d'orientation post-secondaire", "rendre obligatoire une mobilité dans les territoires pour tous les cadres A+ de l'État" : telles sont quelques-unes des propositions d'Éric Woerth concernant l'éducation, parmi les 51 recommandations de son rapport sur la décentralisation, remis au gouvernement le 30 mai 2024. Il prône également la création d'un "nouveau conseiller territorial" pour coordonner les politiques publiques entre elles, notamment la gestion des collèges et des lycées.



Dans son rapport, Éric Woerth plaide pour que la Collectivité européenne d'Alsace se voie déléguer "des compétences comme la gestion des lycées, en lien avec la compétence bilinguisme". JBVNews

Ce rapport, commandé par Emmanuel Macron en novembre 2023, fait d'abord le constat d'une décentralisation qui "a fait la preuve de son efficacité". Éric Woerth, député Renaissance de l'Oise, souligne ainsi que "le transfert d'un certain nombre de compétences aux collectivités territoriales a permis des améliorations substantielles dans la qualité des services publics", notamment concernant les établissements scolaires.

Néanmoins, l'ancien ministre du Budget indique également que la décentralisation "semble en panne" et qu'il existe "une montée de l'insatisfaction des citoyens à l'égard de certains services publics qui ne fonctionnent pas de façon optimale", en raison d'une "dilution des responsabilités entre collectivités territoriales, et avec l'État, sous l'effet de l'enchevêtrement excessif des compétences". Il formule ainsi 51 recommandations, dont plusieurs concernent l'éducation.

transférer aux départements la gestion des AESH et la médecine scolaire

À l'échelle départementale, Éric Woerth propose la création d'un "établissement public local, 'Service départemental des solidarités' (SDS), présidé par le président du conseil départemental", visant à "assurer un co-financement État-département de l'ensemble des dépenses sociales obligatoires des départements". Cela permettrait de transférer au département "le financement et la gestion des AESH, la médecine scolaire et les services sociaux de l'Éducation nationale", et ainsi de lui donner "la pleine responsabilité de l'accompagnement social et du handicap en milieu scolaire, en lien évident avec la protection maternelle et infantile".

Le rapport voit dans cette mesure l'opportunité de "créer une cohérence dans le parcours social d'un enfant ou d'un jeune au lieu de créer une séparation artificielle entre les univers scolaire et non-scolaire", même s'il rappelle que ce transfert de compétence "nécessiterait néanmoins de préserver un pilotage national par le ministère de l'Éducation nationale" ([lire sur AEF info](#)).

Renforcer la compétence des régions dans l'orientation

En matière d'emploi et de formation professionnelle, Éric Woerth estime qu'il "n'est pas opportun de revenir sur le partage des compétences" entre les régions et les branches professionnelles, "à l'exception de l'orientation scolaire". Ainsi, il déplore que la région manque de compétences pour assurer "l'application du SRESRI" et prône donc "le renforcement de leur compétence en matière d'orientation post-secondaire, notamment par le transfert des missions régionales assurées par l'Onisep et des conseillers d'orientation des lycées".

Sur la question spécifique de la Collectivité européenne d'Alsace dans la région Grand Est, créée en janvier 2021, le rapport estime que cette création a doté la collectivité d'une "capacité d'action renforcée qui légitime le transfert de nouvelles compétences". Il plaide par exemple pour que la Collectivité européenne d'Alsace se voie déléguer "des compétences comme la gestion des lycées, en lien avec la compétence bilinguisme".

Afin de coordonner l'échelon régional et départemental, le rapport propose par ailleurs l'instauration d'un "nouveau conseiller territorial" qui serait "un moyen d'assurer la représentation équitable de tous les départements d'une même région". Ce nouveau conseiller pourrait ainsi "faire dialoguer les politiques publiques entre elles, par exemple [...] la gestion des collèges et des lycées."

simplifier les règles de gestion de la Fonction publique territoriale

Le rapport formule des propositions pour "déconcentrer le pilotage des politiques publiques partiellement décentralisées". Cela passe notamment par "muscler l'État territorial" par des "moyens humains", par exemple en "transférant des effectifs depuis les agences nationales vers l'État territorial". Dans une volonté de "favoriser les liens entre l'administration territoriale et l'administration de l'État", Éric Woerth propose aussi de "rendre obligatoire une mobilité dans les territoires pour tous les cadres A+ de l'État [...] avant d'accéder à un emploi fonctionnel".

Par ailleurs, il veut "structurer une 'branche' fonction publique territoriale qui aurait notamment la responsabilité de l'évolution du point d'indice" et "permettrait l'adoption d'accords s'appliquant au plan national". Cette nouvelle branche pourrait ainsi mener la "simplification des règles de gestion propres à la FPT", notamment :

- "les modalités de recrutement des agents : simplification des concours sur titres dans la FPT, primo-recrutement en CDI, valorisation de l'expérience dans le secteur privé, simplification des seuils appliqués au recrutement des emplois fonctionnels,
- les promotions et parcours des agents : assouplissement de l'obligation de quotas de promotion, réforme de l'insuffisance professionnelle, dispositifs de rupture conventionnelle,
- les règles de rémunération et de lien entre les rémunérations des fonctionnaires et contractuels."

## **Une "dotation unique d'investissement" pour financer des "grandes priorités nationales"**

Face à "des subventions à l'investissement éclatées en une multitude de silos" et à la "prolifération d'outils aux objectifs flous", Éric Woerth propose la création d'une "dotation unique d'investissement à l'usage flexible, confiée aux préfetures de département", dont l'emploi se ferait "sur la base d'un nombre réduit de règles simples prévues par le Parlement". Elle servirait à "financer quelques grandes priorités nationales définies par le gouvernement : éducation, transition écologique, santé, sécurité, cohésion sociale".

Generated with Reader Mode